

Index AI : PRE01/537/2012
02 November 2012

Nigeria. Il est crucial de mener une enquête indépendante sur les homicides de Maiduguri

Alors qu'Amnesty International vient de publier un rapport condamnant les violations des droits humains commises par les forces de sécurité en réponse à la campagne de terreur menée par Boko Haram, des dizaines d'hommes et de garçons originaires de Maiduguri, dans le nord du Nigeria, auraient été abattus par les forces de sécurité.

Selon les informations parvenues à Amnesty International, entre le 30 octobre au soir et le 1er novembre au matin, la Force d'intervention conjointe (JTF) a fait sortir de chez eux de nombreux hommes et a abattu les plus jeunes.

Au moins 30 cadavres présentant des blessures par balles auraient été déposés à la morgue de l'hôpital universitaire de Maiduguri.

Un témoin oculaire a raconté à Amnesty International que le 1er novembre elle avait vu des dizaines de cadavres joncher le sol de la morgue. Ils portaient des traces de blessures par balles. Certains ont été enterrés le lendemain matin.

L'organisation a reçu ces informations au moment où son secrétaire général Salil Shetty terminait une mission de haut niveau au Nigeria. Il avait présenté les conclusions du dernier rapport d'Amnesty International à des membres du gouvernement et rencontré des membres de la société civile. Alors qu'il s'apprêtait à quitter le Nigeria, il a déclaré :

« Ces informations en provenance de Maiduguri sont tout simplement choquantes. Elles soulignent à quel point il est primordial de mener des enquêtes sur toutes les allégations d'atteintes aux droits humains.

« Comme le met en évidence le rapport que nous venons de publier, les services de sécurité se doivent d'agir dans le cadre de la loi. Comment asseoir la sécurité lorsqu'on crée de l'insécurité ? »

Après le lancement du rapport, Amnesty International a rencontré le procureur général du Nigeria, qui s'est engagé, au nom du président, à enquêter sur toutes les allégations d'atteintes aux droits humains imputables aux forces de sécurité et à déférer à la justice tous les agents de l'État qui en seraient responsables.

Avant d'être rendues publiques le 1er novembre, les conclusions de ce rapport ont été adressées au mois d'août, de manière confidentielle, aux organes concernés du gouvernement sous forme de synthèse écrite. Ce document a été adressé au ministre des Affaires de police, au ministre de l'Intérieur, au procureur général de la Fédération du Nigeria et au ministre de la Justice, à l'Inspecteur général de la police, au Bureau du conseiller en matière de sécurité nationale, au Chef d'état-major et aux commissaires de police des États de Borno et de Kano.

Il comportait une annexe présentant en détail chaque cas recensé par Amnesty International – notamment

les noms, les lieux et le nom des services de sécurité impliqués – et sollicitait de plus amples informations et l'ouverture d'enquêtes.

L'identité de certaines personnes a été effacée du rapport final – document public pouvant être lu dans le monde entier – afin de garantir leur sécurité.

« En tant qu'acteur de premier plan de la scène africaine et internationale, le Nigeria doit remédier aux problèmes inhérents à ses services de sécurité et faire preuve d'un véritable respect envers l'état de droit », a estimé Salil Shetty.

Le jour où Amnesty International a lancé son rapport, ses délégués ont obtenu la permission de se rendre au poste de police d'Abuja, à la Brigade spéciale de répression des vols, afin de s'entretenir avec Ibrahim Umar, qui y est maintenu en détention alors que le tribunal a ordonné sa remise en liberté au mois d'août.

Les policiers de la Brigade spéciale leur ont annoncé qu'Ibrahim Umar avait été transféré vers un autre poste. Une fois partis, les délégués ont appris qu'il avait en fait été changé d'endroit à l'intérieur du poste.

« C'est comme s'ils avaient cherché à nous cacher Ibrahim Umar, avec l'intention délibérée de dissimuler où il se trouvait. La police doit prendre une mesure lourde de sens et libérer cet homme, conformément à la décision du tribunal, a indiqué Salil Shetty.

« Nous exhortons le gouvernement nigérian à respecter son engagement et à traduire en justice tous les responsables présumés de violations des droits humains. Pour commencer, il doit absolument mettre en place un programme de protection des témoins, pour que les victimes puissent se sentir en sécurité lorsqu'elles font appel à la police en quête de protection. »